Zeitschrift: Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum

Herausgeber: Forum Helveticum

Band: 13 (2003)

Artikel: Agir pour construire l'avenir et sortir de l'immobilisme frileux : relevons les vrais défis qui nous sont lancés, sans nous laisser tenter par les sept principaux péchés de la politique

Autor: Villiger, Kaspar

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-832926

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Kaspar Villiger

AGIR POUR CONSTRUIRE L'AVENIR ET SORTIR DE L'IMMOBILISME FRILEUX

Relevons les vrais défis qui nous sont lancés, sans nous laisser tenter par les sept principaux péchés de la politique

1. Les questions qui se posent actuellement

Le climat ambiant est étrange et difficile à analyser. Le marasme économique actuel est oppressant, bien qu'il ne soit pas catastrophique. Il n'est pas faux de dire que les graves erreurs commises dans l'économie ont engendré une crise de confiance. Le monde politique est plus nerveux durant les années électorales et il n'est pas avare d'accusations provocantes. Les médias font un scandale de chaque incident et ils ont vite fait de clouer au pilori ceux qu'ils estiment coupables. Un observateur externe qui arriverait en Suisse sans nous connaître aurait l'impression de se trouver en face de gens sans perspective, en train de se quereller ou de s'autoflageller.

Dans quelle situation se trouve réellement notre pays? Un petit Etat tel que le nôtre a-t-il vraiment une chance de survivre dans un monde qui se globalise de plus en plus? Que pouvons-nous faire pour conserver notre niveau de vie?

Nombreux sont les citoyens et les citoyennes qui se posent ces questions, pour lesquelles, je vous le dis tout net, il n'existe pas de réponse facile. Et vous devriez vous méfier de ceux qui vous présenteront des réponses toutes faites durant cette année électorale. Mais je tiens quand même à aborder ces différentes questions.

Je vais tout d'abord tracer les grandes lignes de l'environnement dans lequel nous évoluons; je parlerai ensuite de la position de la Suisse dans cet environnement, puis je me pencherai sur sept des principaux péchés de la politique, avant d'aborder les quatre problèmes les plus graves – à mes yeux – auxquels la Suisse est confrontée et de suggérer pour terminer ce qu'il y aurait lieu de faire, afin que notre pays conserve sa prospérité. Vous verrez que dans le fond je suis un optimiste. Nous pouvons certes tenir notre rang dans ce nouvel environnement. Mais, pour le faire, nous ne devons pas rester les bras croisés.

2. L'environnement

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la libéralisation du commerce des biens et des services, ainsi que la modicité des frais de transport modifient le monde à un rythme de plus en plus rapide. Capital et places de travail peuvent être déplacés en un rien de temps. Les acquis qui ne reposent pas en permanence sur des prestations de pointe ne sont plus garantis.

La concurrence s'étend au monde entier et s'accentue jour après jour entre les pays, les cultures et les continents. Les économies, les Etats et les sociétés doivent s'adapter toujours plus rapidement. L'Etat-nation perd de son importance, même s'il reste la base de l'organisation et de la cohabitation des peuples. Les problèmes de portée planétaire que sont l'écologie, les flux migratoires, la santé et bien d'autres encore nous concernent aussi.

La mise en réseau sur le plan mondial de tout et de chacun, c'est-à-dire la mondialisation, est irréversible. Les mouvements antimondialisation n'y changeront rien. La mondialisation comporte certes des risques et fait aussi des perdants. Mais les chances qu'elle offre sont encore beaucoup plus nombreuses que les risques. Elle crée en effet un potentiel de croissance inimaginable. Celui qui sait en tirer profit par ses prestations est gagnant. Un petit pays enclavé comme la Suisse ne peut créer un bien-être supérieur à la moyenne que grâce à la liberté du commerce, et donc à la mondialisation.

3. Position de la Suisse dans cet environnement

Un savant mélange d'autonomie politique et d'ouverture économique sur le monde a fait de l'histoire de la Suisse moderne celle d'un succès. Une culture politique unique au monde a offert à la Suisse une stabilité à nulle autre pareille. Une politique économique libérale reposant sur des conditions-cadres favorables et fiables à long terme a permis l'émergence d'une économie performante. Cette dernière a aussi profité de la stabilité politique et sociale de notre pays. La sécurité sociale, qui se fonde sur des principes plus libéraux qu'ailleurs, ainsi que les secteurs de la santé et de la formation, ont atteint des standards élevés. La Suisse est aussi devenue le pays le plus sûr d'Europe.

Tous ces acquis sont encore valables. En comparaison internationale, notre situation est donc bonne. Nous avons beaucoup plus de raisons d'exprimer notre reconnaissance que de nous plaindre. Et pourtant, des symptômes de plus en plus nombreux nous font prendre conscience que notre situation privilégiée pourrait ne pas être très durable. Depuis des années, notre croissance est, si l'on en croit les statistiques, inférieure à la moyenne. Des fissures sont apparues dans la cohésion nationale. Des problèmes centraux, dont la solution exige un effort de longue haleine, sont purement et simplement ignorés. D'autres problèmes sont sciemment renvoyés à plus tard. Par euphémisme, on appelle cela un «moratoire». L'Etat est toujours davantage sollicité. L'avance dont

bénéficiait la compétitivité de notre place économique s'amenuise. Nous peinons à définir notre rôle face à la structure de l'Union européenne qui domine l'Europe. Dans le concert des grands blocs économiques, la Suisse est de plus en plus marginalisée. Dans le dialogue politique interne apparaissent des sentiments d'intolérance et une étroitesse de vues qui menacent de détruire notre culture de recherche en commun de solutions et de compromis acceptables par le plus grand nombre. Même si ce n'est pas la première fois dans notre histoire, le sentiment que tout cela ne peut pas durer ainsi est largement répandu. On peut se demander si ce sentiment est le reflet d'une réalité ou plutôt une expression de la satiété d'une société choyée. La réponse se situe certainement entre-deux.

4. Les sept péchés de la politique

Je commencerai par vous décrire sept importants péchés de la politique, qui compliquent grandement la résolution des grands problèmes du pays.

4.1. La contamination croissante du système de concordance par des éléments du système de concurrence

En Suisse, c'est le peuple qui prend les décisions essentielles. Le Conseil fédéral et le Parlement doivent par conséquent proposer des solutions susceptibles de convenir à la majorité des citoyens. Aussi géniale qu'elle soit, une solution qui n'est pas admise par la majorité du peuple ne vaut rien. Dans un tel système, les forces politiques qui disposent d'un grand potentiel d'opposition au Parlement et sont capables de susciter un référendum peuvent de fait bloquer la politique. Aussi a-t-on toujours associé de telles forces à la responsabilité gouvernementale, d'où la naissance de la formule magique. Celle-ci n'a rien à voir avec la magie, elle est une émanation logique et inévitable des droits populaires. Dans ce système, le Conseil fédéral exerce une fonction essentielle, qui consiste à trouver des solutions permettant de rallier une majorité. Pour assumer cette fonction, il a besoin d'un soutien plus ou moins marqué des partis gouvernementaux. Certes, ceux-ci se réservent parfois le droit de faire, au besoin, une entorse au principe de la solidarité avec le gouvernement. Mais il est indispensable que tous les partis gouvernementaux fassent preuve d'un minimum de la solidarité en question pour que le système fonctionne convenablement.

Les systèmes de concurrence que connaissent nos voisins fonctionnent différemment. Les partis gouvernementaux au sein du Parlement et le gouvernement forment une communauté de partenaires se soutenant mutuellement sans conditions. Cette communauté a une vaste responsabilité. L'opposition entend accéder au pouvoir et combat systématiquement la politique gouvernementale. Une large participation du peuple n'est pas compatible avec ce système. Dès que le peuple décide, des mécanismes relevant de la concordance sont indispensables.

Le système de concurrence est plus attrayant pour la politique et les médias que celui de la concordance. Il repose sur la polarité. Les pôles peuvent être présentés de manière simpliste et percutante. Nous pouvons suivre quotidiennement, à la télévision, les échanges entre gouvernement et opposition chez nos voisins.

Chez nous, la classe politique et les médias se mettent à utiliser et à évaluer notre système comme s'il s'agissait d'un système de concurrence, plus spectaculaire à plusieurs titres. Les médias dépeignent la politique en se fondant sur un modèle erroné: d'un côté l'opposition, par exemple l'UDC, de l'autre une coalition gouvernementale aux contours flous. L'opposition systématique ou au cas par cas, sans prise de responsabilité, a davantage d'impact médiatique que la recherche laborieuse de compromis susceptibles de convenir à la majorité et que la prise de responsabilité politique en vue de trouver des solutions concrètes. Prendre des responsabilités politiques concrètes n'est par conséquent pas attrayant, alors que manifester son opposition le devient, aussi pour les membres des partis gouvernementaux.

Comme deux partis gouvernementaux enregistrent des succès électoraux avec un tel comportement, la fidélité au gouvernement est de plus en plus dénigrée et représente manifestement un désavantage lors des élections. Si tous les partis gouvernementaux succombaient à cette tentation ou si les partis encore un tant soit peu fidèles au gouvernement étaient écrasés par ces pôles adeptes d'une politique de quasi-opposition, la Suisse serait bloquée. Dans ce cas, nous devrions soit revenir à une prise collective de responsabilité s'inscrivant dans la concordance, ce qui signifie à nouveau rechercher des compromis et respecter les partenaires, soit opter pour un système de concurrence, avec à la clé une réduction draconienne des droits populaires. Toutefois, nous renoncerions en pareil cas à un pilier fondamental de notre identité nationale

et de notre succès politique. Il n'y a pas de voie médiane adéquate, qui sauvegarde la capacité de la Suisse à entreprendre des réformes.

Certains pensent pouvoir se poser en champions des droits populaires et adopter une stratégie clairement empruntée à la démocratie concurrentielle, en diffamant les partenaires favorables à la concordance; en plus, ils se profilent en tant qu'uniques gardiens des valeurs helvétiques. Leur logique m'échappe complètement.

4.2. L'érosion du sens des responsabilités

Pour être créative, performante et compétitive sur le plan international, une économie a besoin de liberté. La société a également besoin de liberté pour que la vie soit digne d'être vécue. Toutefois, la liberté est une porte ouverte aux abus. Aussi ne peut-on pas faire tout ce qui n'est pas interdit. La liberté doit s'exercer dans la responsabilité, c'est là son prix.

Le sens des responsabilités est devenu moins prononcé. Les managers se sont rempli les poches, les sociétés de révision ont approuvé des bilans douteux, les politiciens ont défendu des intérêts particuliers sans tenir compte de l'intérêt public et les médias ont échafaudé des réalités virtuelles afin d'accroître leur audience. On a l'impression qu'avec le mirage de la nouvelle économie, beaucoup de ceux qui exerçaient des responsabilités ont perdu le sens moral.

Ce phénomène s'est certes manifesté dans le monde entier. Mais la Suisse, qui est habituée à associer à la prise des responsabilités sociales et économiques toutes les forces importantes, a réagi de manière particulièrement sensible face à de telles déviations. Il convient donc de prendre au sérieux l'actuelle crise de confiance.

Je sais que l'immense majorité des entrepreneurs et des managers font un travail à la hauteur de leurs responsabilités. Si tel n'était pas le cas, la Suisse n'irait pas si bien. Mais, jamais encore, si peu d'individus ont réussi à saper la confiance d'un si grand nombre envers toute une catégorie de personnes.

4.3. Perte de la vue d'ensemble et de la vision à long terme

Bon nombre d'associations, de groupes d'intérêts et d'ONG non légitimées démocratiquement érigent leurs objectifs en principes absolus, les font passer

pour égaux au bien commun et les poursuivent sans souci de l'intérêt général. Ce n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est qu'ils utilisent, pour défendre leurs intérêts particuliers, les technologies de la communication les plus modernes, les plus efficaces et les plus sophistiquées. Nombreux sont les chefs d'entreprises qui se soucient exclusivement du bilan trimestriel et des cours de la Bourse, au lieu de s'intéresser à la prospérité de leur entreprise à long terme. Nombreux sont les responsables politiques dont l'horizon ne dépasse pas les prochaines élections et qui ignorent le bien-être de la prochaine génération. Nombreux sont les médias qui se préoccupent avant tout des gros titres du lendemain, au lieu de rechercher la vérité à long terme. Cette attitude a pour conséquence que les entreprises ne sont pas gérées dans le souci d'un succès durable et que les responsables politiques préfèrent se pencher sur les prétendus scandales faisant les gros titres des médias plutôt que de s'atteler à la difficile tâche de régler les problèmes sur le long terme.

4.4. On lutte contre les problèmes, au lieu de s'employer à les résoudre

Nous sommes ainsi faits que nous rechignons à regarder en face les problèmes qui nous embarrassent. En Suisse, nous avons presque fait de cette attitude une vertu nationale. Le processus est toujours le même: quelqu'un identifie un problème difficile et, parce qu'on ne peut le plus souvent guère faire autrement, propose une solution désagréable. Viennent alors les protestations. La solution proposée est vouée aux gémonies par ceux qui voient leurs intérêts particuliers menacés. L'auteur de la proposition est descendu en flamme, le porteur de la mauvaise nouvelle décapité.

L'affaire du taux d'intérêt minimal sur les avoirs du deuxième pilier illustre bien ce mécanisme. Tout le monde sait depuis longtemps que le deuxième pilier est condamné, si le taux d'intérêt minimal prescrit par la loi n'est pas adapté à la situation du marché sur une longue période; pourtant, ceux qui ont osé dire haut et fort cette vérité se sont fait traiter de voleurs de rentes. Personne n'a abordé le problème. Ceux qui se préoccupent ouvertement de la gravité de la question du vieillissement de la population pour le premier pilier subissent le même traitement. On pourrait citer bien d'autres exemples dans de nombreux domaines, des finances fédérales à la protection de l'environnement.

Ces comportements ne sont pas sans conséquences. Il n'y a pas de récompense pour celui qui aborde les problèmes et cherche à les résoudre. On dénonce les éventuelles imperfections des solutions qu'il propose. En revanche, critiquer

semble payer. Les médias se font l'écho des critiques, censés défendre l'équité. Assumer ses responsabilités n'est pas de mise, surtout à l'exécutif. Manier habilement la critique est un jeu plus attrayant. C'est l'une des raisons pour lesquelles les bons candidats aux fonctions exécutives se font de plus en plus rares.

4.5. S'accrocher aux acquis, refuser toute réforme

Nombreux sont ceux qui se sentent menacés et dépassés par les changements rapides et les incertitudes, ce qui est plutôt compréhensible. Ils cherchent à tout prix à garder leurs acquis, ne voyant pas que c'est précisément par cette attitude que ceux-ci sont le plus menacés. Ils évitent le moindre risque et freinent des projets pourtant nécessaires. La libéralisation du marché de l'électricité ou la réforme de la Poste, toutes deux violemment combattues, illustrent bien cette situation. A une époque où la capacité d'adaptation est une question de survie, l'opposition aux réformes peut s'avérer fatale. C'est pourquoi nous devons lutter contre cet état d'esprit.

4.6. L'illusion de l'Etat tout puissant

Pétrie d'exigences, notre société a du mal à accepter que, même avec la meilleure volonté du monde, les responsables politiques ne sont pas des magiciens. Quand une difficulté apparaît, il faut de suite désigner un coupable. Quand un problème surgit, on fait appel à d'autres pour le résoudre, avant de se demander si l'on pourrait soi-même contribuer à une solution. Pour résoudre les problèmes, on s'adresse de préférence à l'Etat. Pour chaque problème, on exige une loi, une prescription, une intervention ou une subvention. On va même jusqu'à dire que tout serait réglé en un clin d'œil si l'Etat voulait bien y mettre du sien.

Mais il y a bien longtemps que l'illusion de l'Etat omnipotent s'est évanouie. Une société qui persiste à croire aux pouvoirs magiques de son gouvernement perd son sens des responsabilités, sa force de résistance, sa force vitale. Sollicité de toutes parts, l'Etat se retrouve débordé. Il finit par surréglementer l'économie et la société, réduisant ainsi les nécessaires marges de manœuvre. Il soustrait aussi au peuple et à l'économie les moyens requis pour répondre à des besoins excessifs. Ainsi, il fait perdre de sa compétitivité à la place économique suisse. Sa crédibilité s'en trouve amoindrie, car son administration ne parvient quand même pas à résoudre les problèmes. Si l'Etat se devait de réaliser tous les

souhaits exprimés actuellement sur la scène politique, il y aurait fort à craindre pour l'avenir de notre pays.

La société et l'économie doivent réapprendre à appréhender tout d'abord les problèmes par leurs propres moyens. Parallèlement, il est évident que nous avons besoin d'un Etat fort, sain et crédible. Mais celui-ci doit être contrôlé et défini par le peuple. En outre, il doit se limiter à l'essentiel. Et nous ne devons jamais oublier que cet Etat est notre Etat à tous.

4.7. L'hypocrite moralisation de la politique

Il est devenu à la mode de définir tout d'abord hypocritement une position morale supérieure, puis de mesurer l'action politique d'autrui à cette aune, pour enfin la dénoncer comme étant scandaleuse. Celui qui, dans le souci de financer durablement une assurance sociale, analyse d'un œil critique par exemple le montant des rentes, est taxé d'asocial, voire d'ennemi des rentiers ou des handicapés, puis considéré comme politiquement fini. Si par exemple au cours du processus courant de préparation d'une affaire du Conseil fédéral un projet de solution envisageable, mais n'ayant encore fait l'objet d'aucune décision, est discrédité en tant que «programme secret» – suite à une indiscrétion –, d'innombrables politiques sans connaissance aucune du contexte émettent leurs jugements spontanés du haut de leur piédestal de gardiens de la morale. Une telle attitude est payante dans les médias, aussi simpliste que cela puisse paraître. Moraliser, cela signifie procéder à une répartition entre les bons d'un côté, auxquels on appartient, et ceux qu'il faut clouer au pilori. Cette moralisation hypocrite, qui n'a rien à voir avec mon appel à des actes éthiques et responsables, empoisonne la politique. Les apôtres de la morale sont rarement ceux qui exercent réellement les responsabilités. Ces derniers sont souvent frappés d'anathème par les moralisateurs, ce qui ne rend pas la prise de responsabilités plus attirante.

4.8. Conclusion

Il faut bien s'accommoder des nombreuses manifestations négatives de l'esprit du temps. Cela suppose toutefois une résistance nerveuse toujours plus grande.

Je suis profondément préoccupé par la destruction progressive de l'esprit de concorde, par l'érosion des responsabilités, par la perte de la vue d'ensemble, par l'hostilité aux réformes et par l'illusion de l'Etat tout puissant. Il s'agit là de sérieux obstacles à la maîtrise des défis de l'avenir.

5. Les quatre grands problèmes du pays

La Suisse est naturellement confrontée à de nombreux problèmes auxquels il faut trouver une solution. Mais tous ces problèmes ne revêtent pas un aspect vital. Les transports, le bruit des avions, l'égalité, l'asile, la sécurité intérieure ou la protection des consommateurs sont bien entendu des problèmes importants. Cependant, chaque pays doit résoudre ces problèmes et son avenir ne dépend pas de manière déterminante du degré de perfection de la solution. Il existe toutefois des problèmes, dont la solution décide du bien-être ou de la pauvreté, de l'appartenance à la ligue A ou à la ligue B, du succès ou de l'échec d'un pays. On peut débattre pour savoir quels sont les problèmes concernés. Pour moi, ils sont au nombre de quatre:

- le maintien d'une compétitivité de la place économique supérieure à la moyenne,
- la maîtrise des problèmes démographiques,
- la cohésion nationale et
- la position de la Suisse dans le monde.

5.1. Maintien d'une compétitivité de la place économique supérieure à la moyenne

Je n'ignore pas le jugement critique que portent de nombreuses personnes à l'égard de l'économie. Je sais aussi que, pour l'être humain, bien des choses comptent au moins autant que l'économie. Toutefois, celle-ci exerce une influence déterminante dans pratiquement tous les domaines, à savoir: les possibilités d'épanouissement individuel, l'égalité des chances, le bien-être, l'Etat social, l'Etat prestataire de services, etc.

Face à la concurrence internationale en matière de place économique, la Suisse doit offrir des conditions-cadres économiques propres à favoriser l'esprit d'entreprise, les investissements et la croissance. L'exemple de l'Allemagne montre qu'une locomotive économique peut se muer en poids mort à la suite d'une relative détérioration des conditions-cadres économiques. A l'inverse, la Grande-Bretagne a prouvé que le contraire peut aussi se produire.

Nos conditions-cadres demeurent favorables. Durant la stagnation des années nonante, quelques réformes ont été couronnées de succès et l'économie a adapté ses structures, parfois dans la douleur. Nous avons ainsi connu quelques bonnes années de croissance et réduit en un temps record le chômage à un

taux se situant parmi les plus bas d'Europe. Il s'agit là d'une performance notable du système politique et de l'économie. Parler d'une coalition de l'échec revient à déformer la réalité dans un but électoraliste.

La compétitivité de la place économique est cependant un paramètre relatif. Elle doit être réévaluée en permanence. Il est évident que notre avance s'est amenuisée. Une relégation en ligue B serait en outre inévitable, si notre hostilité aux réformes devait se révéler chronique et si les nombreux projets défavorables à l'économie inscrits à l'agenda politique se réalisaient. Je pense ici également aux sept initiatives populaires sur lesquelles nous devrons nous prononcer le 18 mai. Une relégation en deuxième ligue est notamment synonyme d'un taux de chômage se situant dans la moyenne européenne.

Garantir la compétitivité de notre place économique exige une panoplie de mesures, que je ne peux que décrire brièvement ici:

- Créer et maintenir des conditions fiscales attrayantes.
- Mettre en œuvre une politique budgétaire favorisant la stabilité et la croissance. Cette approche implique un endettement modéré et supportable à long terme, une quote-part de l'Etat basse visant à préserver la liberté d'action de l'économie et une quote-part d'impôt basse visant à garantir la compétitivité.
- Assouplir le carcan de prescriptions et stopper la frénésie régulatrice.
- Assurer la compétitivité des secteurs de l'électricité, des télécommunications, de la Poste et des transports publics.
- Assurer la souplesse de notre marché du travail, un des principaux avantages comparatifs suisses.
- Créer un climat propice aux avancées technologiques, ainsi qu'à la nouveauté et empêcher les régulations décourageant l'innovation.
- Centrer la formation et la recherche sur des atouts de la place économique (qualification des ressources humaines, utilité économique, etc.).
- Garantir et imposer la concurrence sur les marchés intérieurs, afin de réduire le niveau excessif des prix, si nécessaire contre la volonté de représentants de l'économie agissant dans une vision à court terme.
- Mettre en œuvre systématiquement la nouvelle politique agricole.
- Agir en faveur de règles libérales régissant le commerce mondial.
- Consolider les assurances sociales, en veillant à ce qu'elles n'entravent pas l'esprit d'entreprise et à ce qu'elles n'étouffent pas la croissance en surchargeant l'économie.

Ces mesures exigent de l'endurance, le courage d'être impopulaire et un travail patient. Tel est le prix à payer pour notre futur bien-être!

Un autre élément joue un rôle important pour la qualité à long terme de la place économique: le fait de faire retrouver à la population la confiance dans l'économie. Seule l'économie peut faire en sorte que ce but soit atteint, non par des opérations de relations publiques, mais par des actes témoignant du sens des responsabilités des entreprises et des décideurs.

5.2. La maîtrise des problèmes démographiques

On connaissait certes le problème depuis vingt ans, mais ce n'est que maintenant qu'on commence à en débattre sérieusement. En raison de la modification de la pyramide des âges, la proportion de personnes actives ne cesse de diminuer dans la population par rapport au nombre de retraités. Cela entraîne de graves problèmes, très souvent sous-estimés, de financement de l'AVS, ce dernier reposant sur un mécanisme de répartition. L'accroissement du nombre des personnes âgées contribue à l'augmentation inquiétante des coûts de maladie. Toutefois, rares sont ceux qui reconnaissent que le problème est beaucoup plus vaste. L'offre de travail, la productivité et la mobilité tendent à diminuer. Le progrès technique se ralentit, alors que l'aversion pour le risque augmente. La dynamique économique s'enraye. Les recettes fiscales croissent moins rapidement que les dépenses. Un déséquilibre apparaît entre le profil des salariés plus âgés et le profil requis par une économie moderne. Le comportement des électeurs évolue en direction de la préservation des acquis.

Tous ces phénomènes peuvent bouleverser la société et avoir un impact sur la compétitivité au sens le plus large. Il s'agit d'un problème majeur, qu'il convient d'aborder en profondeur. A l'heure qu'il est, personne ne détient de réponses définitives. Quelques remarques me paraissent suffire:

- L'avenir des assurances sociales doit être garanti, mais sans étouffer les générations qui travaillent.
- De nombreuses catégories de personnes devront rester actives plus longtemps. Une formation continue devra leur permettre d'assumer pleinement leur tâche jusqu'à un âge avancé, tout en restant ouvertes au changement et à la nouveauté. De nouveaux modèles de travail devront être définis.
- Il faut éliminer systématiquement les incitations à la retraite anticipée.
- Les points de vue démographiques doivent également être pris en compte dans la politique de migration.

- Une politique budgétaire solide est nécessaire, notamment en raison des futures charges.

Il sera plus difficile que beaucoup ne le pensent de préserver l'accord tacite entre générations, voire d'éviter une rupture unilatérale. A cet effet, les jeunes devront faire preuve de beaucoup de compréhension à l'égard des personnes âgées, mais l'inverse est aussi vrai. Le pire qui puisse arriver à notre pays – et je l'affirme en ma qualité de personne d'un certain âge – serait que les personnes âgées fassent preuve d'égoïsme lors des votations!

5.3. La cohésion nationale

A lui seul, ce thème pourrait faire l'objet d'un long exposé. Je ne ferai donc que l'effleurer. Notre pays ne dispose pas de la force naturelle de cohésion que représentent une culture et une langue communes. En fait, nous sommes une nation artificielle. Suivant les circonstances historiques, une désagrégation de la Suisse ne serait pas inconcevable. Et pourtant, nous passons pour une nation particulièrement stable et pour un des rares Etats multiculturels ayant réussi à se maintenir à long terme. En même temps, nous vivons dans une société très diverse et pleine de contradictions, soumise à de nombreuses forces centrifuges. Puisque nous ne disposons pas de forces naturelles de cohésion, ce sont d'autres facteurs qui assurent notre solidarité. Et ces facteurs sont essentiellement d'ordre culturel. Je me bornerai à en citer quelques-uns:

- L'implication générale du peuple dans les collectivités publiques, qui trouve ses racines dans la gestion autonome et participative des vallées alpines des débuts de la Confédération et dont l'expression institutionnelle actuelle réside dans la démocratie directe et le principe de milice.
- Le fédéralisme, qui permet aux minorités et aux régions de conserver leur identité en modelant leur environnement politique et qui limite le pouvoir de l'Etat en le répartissant.
- La culture de l'équilibre, de la solidarité vécue, du respect des minorités, la culture aussi du compromis, qui permet de sauver la face tout en trouvant des solutions aux problèmes.

De tels facteurs subissent manifestement d'énormes pressions de notre monde moderne. Ils ne font pas bon ménage avec le darwinisme social, que certains confondent avec l'économie de marché, ou avec la tendance à ignorer complètement le bien commun, à cause des effets d'une société de divertissement hédoniste ou du mépris arrogant envers la politique.

Si nous voulons que notre pays conserve sa prospérité et sa stabilité sociale si importante sur le plan économique, nous devons nous employer à renforcer notre cohésion. Il s'agit là d'un défi culturel devant être relevé en permanence. Cela signifie aussi que nous ne devons jamais perdre de vue les valeurs qui nous unissent. Nous devons les vivre sous leur forme moderne et avoir conscience de la richesse de nos quatre cultures et de nos quatre langues.

Une telle attitude a également des répercussions concrètes sur la politique. Nous devons en effet sauvegarder et faire vivre notre démocratie directe, revitaliser nos modes de fonctionnement grâce à l'importante réforme du fédéralisme et de la péréquation financière, trouver de nouvelles formes d'échange entre les communautés linguistiques et adapter les assurances sociales aux impératifs de la démographie et de l'économie, pour permettre à ces assurances de contribuer à la cohésion nationale en tant qu'expression d'une solidarité vécue. La cohésion, ce n'est pas seulement la cohésion entre les groupes linguistiques, mais également entre les générations, les classes sociales ou entre ville et campagne.

5.4. Position de la Suisse dans le monde

En raison de la mondialisation, les évolutions négatives, où qu'elles se produisent dans le monde, se répercutent directement chez nous. Les réfugiés issus de régions en crise viennent chez nous. Les crises économiques qui touchent l'Asie, l'Amérique ou l'UE provoquent du chômage chez nous. Les gaz propulseurs produits en Amérique font fondre nos glaciers. Les problèmes mondiaux ne peuvent plus être résolus par un pays tout seul. Une économie mondiale nécessite une harmonisation des règles du commerce mondial. De grands espaces économiques régionaux voient le jour. Des organisations internationales se penchent sur les problèmes de la planète, certes souvent avec de grandes difficultés, mais elles le font.

C'est dans cet environnement complexe que la Suisse doit faire valoir ses intérêts. La politique étrangère travaille dans ce but. Elle a gagné en importance. En notre qualité de pays dépendant du commerce mondial, nous sommes tenus de faire valoir nos intérêts dans les organes qui traitent des règles relatives au commerce mondial, des accès aux marchés et de la stabilité des marchés financiers, à savoir dans le cadre de l'OMC, de l'ONU, de l'OCDE, des institutions de Bretton Woods ou des négociations avec l'UE. Mais il est

également dans notre intérêt de mettre à disposition nos compétences là où l'on cherche à résoudre les grands problèmes mondiaux. Nous ne sommes pas membres de l'UE. Cela importe peu tant que nous sommes meilleurs que d'autres et que nous défendons activement nos intérêts sur de nombreux fronts. S'isoler serait fatal. Il est évident que nous devons vouer une attention particulière à l'aménagement de nos relations avec l'UE.

6. Brève digression d'ordre politique

Actuellement, deux tendances politiques paraissent avoir la faveur de nombreux électeurs. L'une va vers des solutions axées sur le nivellement et l'interventionnisme de l'Etat. La mise en oeuvre de telles solutions compromettrait la qualité de notre place économique et asphyxierait par conséquent l'économie. Chacun serait touché. La deuxième tendance consiste à diffamer l'Etat ainsi que la classe politique, et à prôner un darwinisme social peu solidaire et l'isolement politique de notre pays. Cette tendance remet en question des valeurs qui assurent la cohésion de la Suisse en tant que nation issue de la volonté de ses citoyens. Il est difficile de comprendre que ceux-là même qui se targuent d'un amour particulier pour leur pays adhèrent aujourd'hui à cette tendance.

Si ces deux tendances prenaient le dessus, il serait extrêmement difficile de résoudre les principaux problèmes du pays. Une Suisse dont la politique s'épuiserait entre ces deux pôles ne serait guère à même d'affronter l'avenir. Il est donc important de revenir aux mécanismes de la concordance, d'associer chacun à la recherche de solutions et de mettre en œuvre conjointement les éléments de solution appropriés.

7. Conclusion

Je crois que la petite Suisse possède les capacités et l'énergie nécessaires à la maîtrise des défis qui l'attendent. Les conditions de départ sont favorables. Il est important que nous réfléchissions à nos atouts et aux valeurs sur lesquelles repose notre cohésion. Pour terminer, permettez-moi de répéter deux phrases du début de mon exposé. Nous pouvons certes tenir notre rang dans ce nouvel environnement. Mais, pour ce faire, nous ne devons pas rester les bras croisés. En d'autres termes, nous savons ce qui nous reste à faire, alors, faisons-le!